

Soutenir les efforts en matière de bien-être animal : De l'échelle régionale aux niveaux national et européen

Hervé Guyomard
INRAE et LIT OUESTEREL



LIT EXPERT 4ème édition



22 et 23 octobre 2024

Répondre à la demande sociétale en matière de bien-être animal

- **Amélioration du bien-être des animaux (BEA) de ferme : forte demande sociétale dans les pays développés (UE et France)**
 - Sondages Eurobaromètres & enquêtes du LIT OUESTETEREL
 - Forte demande sociétale même en période d'inflation alimentaire
 - Dissonance cognitive (intentions vs. achats)
 - Au-delà des aspects conjoncturels, tout importants soient-ils, vision à long terme
 - Moindre demande sociétale dans les pays en développement / émergents
 - Problématique des exportations

- **Pas de consensus sur la vision de long terme**
 - Difficile compatibilité entre différents objectifs
 - Production vs. autonomie ; Production vs. environnement ; Economie vs. environnement ; Emissions de GES (réduction par kg de produit) vs. protection de l'environnement (extensification dans une stratégie de *land sparing*) ; Production vs. BEA ; Economie vs. BEA ; Protection de l'environnement vs. amélioration du BEA (cf. travaux du LIT sur outils d'analyses multicritères)
 - Impossibilité de résoudre certains trade-offs du moins à court terme (production vs. environnement ou BEA) : Nécessité de fixer des priorités
 - Possibilité de résoudre certains trade-offs en augmentant les financements publics et privés (économie vs. environnement et BEA) : Nécessité de financer la transition

Légitimité d'une intervention des pouvoirs publics pour améliorer le BEA

- **Coût de l'inaction climat, environnement, BEA ?**
 - Impacts négatifs du CC, y compris sous forme d'évènements extrêmes : mitigation et adaptation
 - Détérioration de la qualité des agro-écosystèmes; impacts négatifs sur les productivités des sols et des animaux; recours augmentés aux intrants chimiques ; cercle vicieux
 - Réponse insuffisante à la demande sociétale pour plus de BEA concourant à la stagnation / baisse de la consommation de produits animaux / carnés dans les pays développés
 - Dans un contexte de critiques croissantes de l'élevage et des produits animaux (environnement, BEA, santé)
 - En 'oubliant' les effets positifs
 - Effets positifs d'autant plus élevés que transition
- **Pourquoi un soutien public à la transition ? Application au BEA**
 - Pourquoi de pas laisser faire les marchés ?
 - Sous-optimalité des seuls marchés
 - Prise en compte des agents qui accordent une valeur au BEA indépendamment de leurs achats de produits animaux / carnés
 - Pas de liens univoques / évident entre amélioration du BEA et caractéristiques du produit final (OCDE, 2010; FAWC, 2011)
 - Légitimité d'une intervention des pouvoirs publics



A quelle échelle des pouvoirs publics doivent-il intervenir ? Comment intervenir ?

- **Le BEA est un bien public global (Treich, 2018)**
 - Intervention des pouvoirs publics à l'échelle internationale : Impossibilité pratique
 - A défaut intervention à l'échelle européenne (même si subsidiarité dans la mise en oeuvre car variabilité des coûts)
 - De façon à éviter les distorsions de concurrence entre pays européens
 - En évitant les distorsions de concurrence avec les pays tiers non européens et les « fuites de BEA hors UE » (leakages) par des mesures de protection aux frontières qui trouvent aussi leur légitimité au nom du BEA
 - // avec les mécanismes d'ajustement carbone aux frontières (CBAM)
 - A condition que l'amélioration du BEA soit couteuses pour les acteurs de la chaine alimentaire
 - Et donc que l'amélioration du BEA ne soit pas « surcompensée » par des soutiens publics
 - Accords multilatéraux (OMC) et bilatéraux (accords commerciaux dits de troisième génération ; Olivier, 2023)

- **Comment intervenir ?**

- **A ce jour, intervention dans l'UE essentiellement sous la forme de normes (règlements et directives)**
 - Règlement directement applicable dans l'EM vs. Directive nécessitant une transposition dans les droits nationaux
 - Car bien public global, préférer le Règlement à la directive
 - Application de « conditions équivalentes » aux importations : Difficile car portent sur « conditions de production »

Comment intervenir ?

- **Norme comme application du « principe polluer-payeur » (PPP)**
 - Difficile d'atteindre des niveaux élevés de BEA sur la seule base de la norme
 - Coûts du BEA (coûts fixes et variables) d'autant plus élevés que fortes exigences BEA
 - Distorsions de concurrence et fuites de BEA dans un contexte de protection aux frontières insuffisantes
 - Que faire en plus / au-delà de la norme ?

- **Eduquer le citoyen des efforts des éleveurs et des filières animales en matière BEA**
 - Eduquer le citoyen pour guider ses choix futurs de consommateur
 - Education scolaire (primaire et secondaire)
 - Impact uniquement à long terme
 - Action indispensable mais trop peu investie aujourd'hui (programmes scolaires)

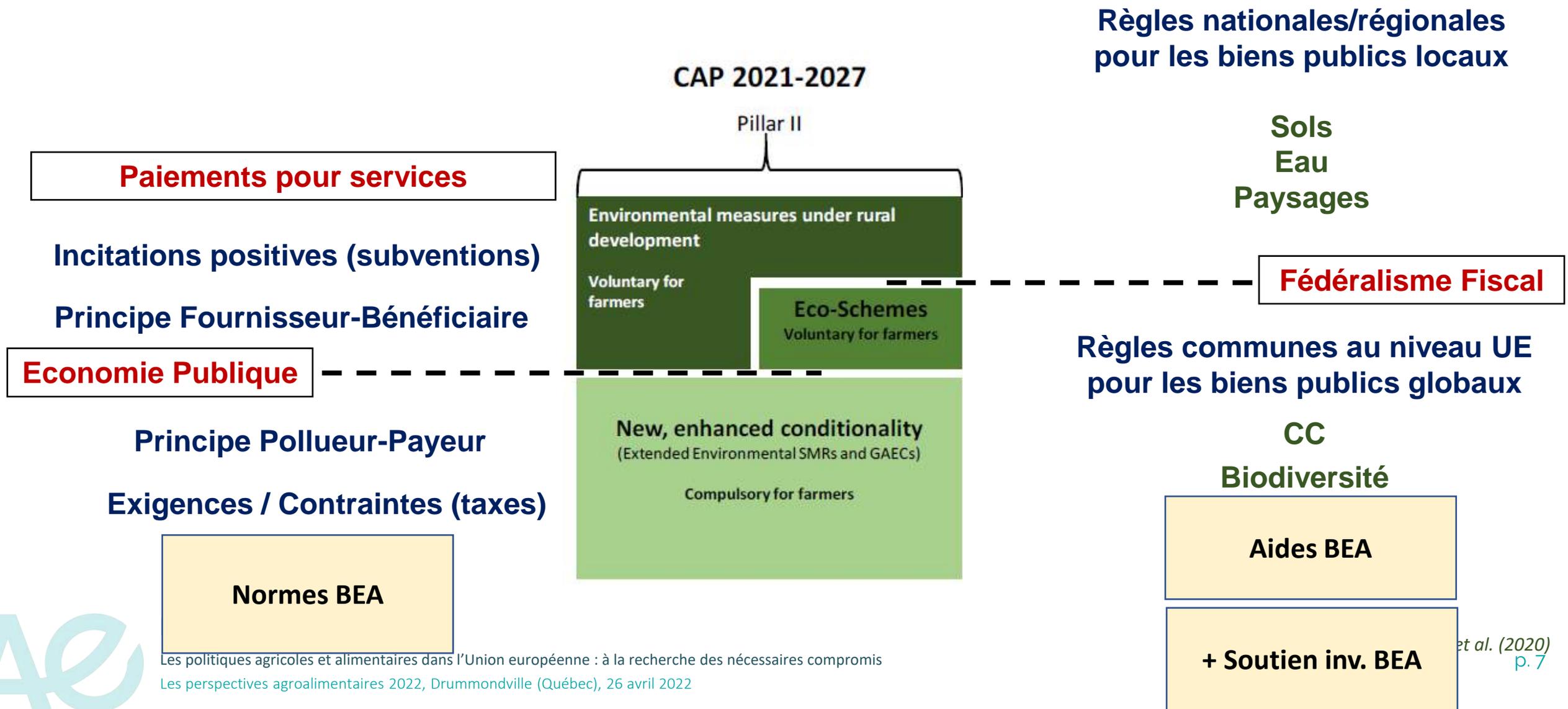
- **Informer le consommateur des efforts des éleveurs et des filières animales en matière de BEA**
 - Information via la signalisation du BEA sur le produit final pour guider ses choix immédiats de consommation
 - Comment signaler pour que l'information soit vue et comprise
 - Multiplication des signes de qualité publics et privés en agriculture
 - Signes de qualité utilisés tout autant si ce n'est plus comme un outil de segmentation des marchés que comme le vecteur d'affichage d'un bien public

Comment intervenir ?

- Informer le consommateur des efforts des éleveurs et des filières animales en matière de BEA
 - Information via la signalisation du BEA sur le produit final pour guider ses choix immédiats de consommation
 - Comment signaler pour que l'information soit vue et comprise
 - Multiplication des signes de qualité publics et privés en agriculture
 - Signes de qualité utilisés tout autant si ce n'est plus comme un outil de segmentation des marchés que comme le vecteur d'affichage d'un bien public
 - En outre, exploitation d'un consentement à payer (CAP) positif pour le BEA par au moins une partie des consommateurs (cf. travaux du LIT sur « comportements de consommation »)
 - Evaluation du % des consommateurs avec un CAP > 0 ?
 - Evaluation du montant du CAP > 0 et de sa distribution
 - Affichage à l'origine d'une augmentation potentielle des inégalités d'accès à des produits animaux / carnés estampillés BEA+
 - Défaillance de marché à la demande requérant une action à la demande (i.e., à la consommation)
 - Subventionnement des ménages les plus pauvres (transferts) pour à un accès à une alimentation plus saine (healthy) et plus durable (environnement), y compris en matière de BEA

- Agir à l'offre
 - A l'échelle européenne (car bien public global) via, notamment, la Politique Agricole Commune (PAC)

➤ L'architecture verte de la PAC 2023-2027 (climat, environnement, BEA)



Comment intervenir ?

■ Agir à l'offre

- A l'échelle européenne (car bien public global) via, notamment, la Politique Agricole Commune (PAC)
- Financements des investissements
 - Ressources de la PAC insuffisantes (même si importantes : ~10 millions € / an en France, mais autres objectifs de la transition, gestion des risques, renouvellement des générations, soutien des revenus dans un contexte où les aides forment une large part desdits revenus....)
 - Nécessité de ressources additionnelles
 - A l'échelle européenne
 - Via un prêt à l'échelle européenne
 - Rapport Draghi (2024) sur la compétitivité de l'UE : besoin de 800 milliards € sur les 5 prochaines années
- Financements des changements de pratiques
 - Via les aides directes des éco-régimes
 - Evolution dans le temps de la ligne de partage entre la norme (PPP) et les aides de l'éco-régime (PFB) : approche dynamique
 - MAECS BEA ? Ciblées sur des efforts additionnels localisés (par ex. races locales)



The future of European competitiveness

Part A | A competitiveness strategy for Europe

SEPTEMBER 2024

En guise de conclusions

- **Améliorer le BEA :**
 - Très difficile car très couteux
 - Indispensable au risque sinon « de gérer la décroissance » car demande sociétale forte sur le BEA
- **Légitimité d'une intervention des pouvoirs publics à l'échelle européenne au même titre que le climat et l'environnement (biens publics)**
- **Ne pas se limiter aux changements des pratiques BEA : soutien aux investissements**
- **Contraste entre le rapport du Dialogue Stratégique sur l'agriculture européenne (septembre 2024) et le rapport Draghi sur la transition « compétitive et durable » de l'économie européenne (septembre 2024)**
 - Dialogue stratégique : bon diagnostic des enjeux ; vision irénique du futur de l'agriculture européenne ; pas de chiffrage des besoins financiers / budgétaires
 - Rapport Draghi : Compétitivité et environnement ; bon diagnostic des enjeux ; chiffrage et levier des besoins de financement (prêt à l'échelle UE) ; mais... pas de mention à l'agriculture
- **Légitimité de mesures aux frontières pour éviter les fuites de BEA via les distorsions de concurrence BEA**
- **Complétude et cohérence des politiques publiques**
- **Courage politique au-delà de l'horizon électoral de CT?**





MERCI DE VOTRE ATTENTION

